



Des femmes voilées accompagnent une sortie scolaire, en mai dernier à Perpignan. MICHEL CLEMENTZ/PHOTOPQR/L'INDÉPENDANT/MAXPPP

# Quand le voile islamique divise une fédération laïque de parents d'élèves



Caroline Beyer  
@BeyerCaroline

Son affiche de campagne mettant en scène une accompagnatrice de sortie scolaire voilée avait créé la polémique. Depuis, la FCPE, déjà en perte de vitesse, accuse le coup. Des représentants locaux se désolidarisent. Les élections de parents d'élèves doivent se tenir vendredi et samedi. La fédération en sortira-t-elle renforcée ?

C'est une affiche qui flatte le communautarisme musulman. Maladroite, idéologique ou purement électoraliste ? En imaginant un visuel de campagne revendiquant le port du voile pour les accompagnatrices de sorties scolaires, la FCPE, première fédération de parents d'élèves en France, historiquement laïque, sortira-t-elle grandie des scrutins prévus vendredi et samedi ? Sur les réseaux sociaux, l'affiche a déclenché un torrent de réactions, de la gauche à l'extrême droite. Dans les rangs de la FCPE, marquée à gauche, elle a semé le trouble, du simple adhérent aux présidents de département, parmi lesquels certains se sont désolidarisés. Car la question du port du voile, où s'entremêlent les sujets de laïcité et de droits des femmes, divise profondément la société au-delà du clivage de rigueur entre « islamogauchistes » et « néorépublicains ».

« Oui, je vais en sortie scolaire, et alors ? » lance l'affiche. On y voit une jeune femme maquillée, le visage encadré par un voile couleur pêche, souriant à une petite fille, cartable sur le dos. Un produit marketing qui rappelle que « la laïcité, c'est accueillir à l'école tous les parents sans exception ». Et que l'avis rendu en 2013 par le Conseil d'État autorise le port de signes religieux pour les accompagnants. La polémique est venue, fin septembre, des réseaux sociaux. « Venez comme vous êtes. #LaïcitéMcDo », tweetait alors, ironiquement, Laurent Bouvet, cofondateur du Printemps républicain, de tendance gauche laïque. Un message assorti de parodies sur lesquelles, aux côtés du slogan « oui, je vais en sortie scolaire », on découvre une femme en tenue sadomasochiste ou encore des barbus islamistes armés. Colère à la FCPE, où l'on a annoncé qu'une plainte serait déposée contre le représentant du Printemps républicain pour « incitation à la haine ». « J'en attends aussi une du CCIF (Collectif contre l'islamophobie en France, NDLR), comme d'habitude », lâche l'intéressé. Cette semaine, sur les réseaux sociaux toujours, la même mouvance laïque a pointé l'un des 24 administrateurs nationaux de la fédération, Mustafa Ozcellik, coordinateur du Grand Est. Il est par ailleurs membre du conseil de surveillance de Diti à Strasbourg, l'union turco-islamique pour les affaires religieuses, « bras » de l'État ture. Entrisme ? L'homme s'en défend, expliquant être un « farouche opposant à Erdogan ». Sa présence au conseil de surveillance de Diti ? « Je préside la commission de contrôle. » Troublante ambiguïté.

## Le pacte républicain mis à mal

« C'est l'effet dévastateur de l'affiche. À jouer avec la laïcité, on a donné les bâtons pour se faire battre ! » s'emporte un ancien responsable de la FCPE. « Je rappelle qu'au moment de Noël, la FCPE a parfois tenu à souhaiter de « bonnes fêtes laïques », ironise un ad-

hérent de la Peep, la 2<sup>e</sup> fédération de parents, marquée à droite. Et pourquoi ne pas avoir choisi un père portant une kippa ? Dans les rangs des familles ou de l'éducation nationale, certains s'inquiètent d'une affiche qui met à mal le pacte républicain.

Rodrigo Arenas, 45 ans, « patron » de la FCPE depuis un an, vient, lui, de Seine-Saint-Denis. Habitant de Sevran, cadre au conseil départemental, il a présidé la FCPE 93 pendant quatre ans. Son prisme « social », il le revendique haut et fort. Lui qui débale volontiers son histoire d'exilé chilien arrivé en France en 1978, parle de cette « violence d'être renvoyé sans cesse à sa condition d'étranger ». Il a grandi à Champigny-sur-Marne (94), où il a passé un bac scientifique. Il raconte avoir vu ses parents, universitaires, « repartir à zéro » en France. Mais il ajoute qu'il est « un exilé de luxe ». « Aujourd'hui, c'est le musulman qui est visé », répète-t-il. Il défend les opprimés, les femmes battues, les minorités sexuelles, cite Rousseau, Martin Luther King ou Coluche, évoque l'Amérique latine, Allende, Garcia Marquez et le réalisme magique, défend le « riche mélange des cultures ». Il parle beaucoup Rodrigo Arenas. Fort en gueule, le militant, passé par le PC et Europe Écologie, explique que « présider la FCPE, c'est faire de la politique avec un grand P ». Il faut reconnaître qu'il sait faire entendre la voix de la fédération, après ses années de mollesse sous le quinquennat Hollande, sur fond de naufrage du Parti socialiste.

## « Interminables luttes intestines »

L'affiche de la discorde ? « Elle rappelle simplement le droit, répète-t-il, comme les cinq autres affiches de notre campagne, qui évoquent la cantine gratuite ou le harcèlement scolaire. » « Sur le plan juridique, le fait de porter un voile lors des sorties scolaires, c'est possible. Mais nous n'avons jamais dit que c'était à encourager », a raidelement répliqué le ministre de l'Éducation, lui qui, au sein de la majorité macronienne, incarne une ligne laïque ferme. « Ces mamans sont suffisamment sympas pour amener des gâteaux au moment du ramadan, mais elles deviennent des citoyennes de seconde zone quand il s'agit d'accompagner des sorties scolaires ? Interroge le président de la FCPE. Dans certains territoires, sans elles, il n'y a pas de sorties culturelles. » Rodrigo Arenas réfute toute forme de « provocation » et, loin de calmer le jeu, explique que « la récente convention de la droite (organisée par Marion Maréchal, NDLR) nous prouve que nous avons raison. » Trente ans après « l'affaire du foulard » à Creil, qui a abouti à la loi de 2004 sur l'interdiction des signes religieux à l'école, Jean-Michel Blanquer a jugé « inquiétant de voir une fédération historiquement laïque flatter le communautarisme » et « trahir » ses valeurs. Mais il est loin le temps où la FCPE, émanation directe du Syndicat national des instituteurs (SNI), voyait le jour en 1947. C'est autour du combat laïque qu'elle s'est déployée dans le secondaire, en opposition à la loi Debré qui, en 1959, a autorisé le financement des écoles privées sous contrat. « Aujourd'hui, la question laïque s'est transplantée de l'Église catholique à l'islam, résume Claude Lelièvre, historien de l'éducation. Parallèlement, la FCPE a pris de plus en plus de distance avec le sujet, et ce, depuis longtemps. » Il évoque le « basculement » des années 1980, les manifes-

tations contre la loi Savary et la victoire des partisans de l'« école libre ». Une déconvenue qui a écarté la FCPE de son ADN laïque. « Aujourd'hui, elle s'en éloigne de manière particulièrement hard », résume-t-il. L'influence de son président ? « Plus on est à gauche, plus la question sociale l'emporte sur la question laïque », rappelle Claude Lelièvre.

Il est loin le temps de la mainmise absolue du Parti socialiste sur la fédération. « Dès que quelqu'un déconnaît, il était rappelé à l'ordre par son premier fédéral, voire par le secrétaire général », raconte un ancien dirigeant. Nostalgie d'une époque ? « Aujourd'hui, les gens du conseil d'administration manquent d'envergure. Ils n'ont pas de vrai boulot, pas de vrai ancrage. Ils grenouillent. C'est triste. La FCPE était la dernière organisation à avoir ce maillage extraordinaire du territoire. Les valeurs n'y sont plus. On y trouve des mélenchonistes, des macronistes et d'interminables luttes intestines », lâche-t-il. Comme l'Unef, frappée par des polémiques successives - une responsable du syndicat étudiant à Paris 4 portant le hijab, des moqueries autour de « l'identité française » après l'incendie de Notre-Dame -, la FCPE est tiraillée entre deux gauches : la « laïcarde » et celle du camp « anticolonialiste », « indigéniste », qui fait la promotion du communautarisme.

## Fuite d'adhérents

Présente sur l'ensemble du territoire avec ses 280 000 adhérents et ses 102 conseils départementaux, la fédération est loin de présenter un visage et un message uniforme. Après la polémique autour de l'affiche, les départements de Loire-Atlantique, marqués par la forte présence de l'enseignement privé, et du Bas-Rhin, terre concordataire, se sont désolidarisés. « Pourquoi associer la laïcité à une femme voilée ? » interroge Xavier Schneider, président de la FCPE du Bas-Rhin. « Ici, le cours de religion (qui concerne les cultes catholique, protestant et juif, reconnu par le concordat, NDLR) empiète sur les enseignements à raison de 180 heures, du CP au CM2 ». Loin des banlieues parisiennes, la FCPE locale se bat pour une autre laïcité. En Corse du Sud, on décrit l'affiche comme un « dévoiement minoritaire ». « Le foulard islamique, la kippa ou la soutane n'ont pas leur place à l'école, y compris pendant les sorties ! » lance son représentant, Claude Perrin. Ici, la FCPE est largement distancée par l'association des parents d'élèves de Corse (APC) qui défend, par exemple, la fermeture des écoles le jour de la fête de la Nativité de la Vierge.

Subventionnée par l'État à hauteur de 500 000 euros sur trois ans, la FCPE reste la première association de parents, même si son soutien aveugle aux réformes du quinquennat Hollande - les rythmes scolaires, la réforme du collège - lui a valu une fuite d'adhérents. Les familles s'intéressent peu aux élections de parents d'élèves. Dans les écoles primaires, ce sont les listes indépendantes qui progressent le plus et l'emportent, témoignage de la méfiance des parents à l'égard de toute affiliation politique. En Seine-Saint-Denis, la FCPE se maintient un peu mieux. L'affiche lui fera-t-elle gagner des voix ? Favorisera-t-elle l'émergence de listes communautaires ? Réponse après l'élection. ■



La laïcité, c'est accueillir à l'école tous les parents sans exception.

#SERESPECTER

VOTEZ FCPE

L'affiche électorale qui a semé le trouble dans les rangs de la FCPE, première fédération de parents d'élèves en France.